



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le rôle de l'État dans le développement agricole au Pérou et en Équateur : des politiques agricoles si différentes ?

The role of the state in agricultural development in Peru and Ecuador: Are their agricultural policies so different?

Célia Auquier



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/economierurale/7737>

DOI : 10.4000/economierurale.7737

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2020

Pagination : 67-83

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Célia Auquier, « Le rôle de l'État dans le développement agricole au Pérou et en Équateur : des politiques agricoles si différentes ? », *Économie rurale* [En ligne], 372 | Avril-juin, mis en ligne le 03 janvier 2022, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/7737> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.7737>

Le rôle de l'État dans le développement agricole au Pérou et en Équateur

Des politiques agricoles si différentes ?

Célia AUQUIER • Paris 1 Panthéon Sorbonne, UMR 8586, Prodig
celia-auquier@hotmail.fr

L'objectif de cet article est de comparer deux politiques agricoles, l'une mise en œuvre par un État néolibéral privilégiant l'économie de marché (Pérou), l'autre formulée par un État planificateur, répondant aux principes du *buen vivir* (Équateur). Dans ces deux pays aux trajectoires antérieures communes, comment ce changement d'idéologie s'incarne-t-il dans la politique agricole ? L'analyse comparée de deux projets d'irrigation permet d'affirmer que les États n'interviennent pas de manière similaire dans les territoires. Toutefois, d'autres éléments de la politique agricole équatorienne présentent plusieurs similitudes avec celle du Pérou. Ces analogies sont contraires aux objectifs affichés par l'État équatorien.

MOTS-CLÉS : État, agriculture, projet d'aménagement, néolibéralisme, interventionnisme

The role of the state in agricultural development in Peru and Ecuador: Are their agricultural policies so different?

The aim of this article is to compare two agricultural policies, one implemented by a neoliberal state with a focus on the market economy (Peru), the other devised by a planning state and based on the principles of buen vivir (Ecuador). In these two countries with common past trajectories, how does this ideological change manifest itself within agricultural policy and in the practice of planning? A comparative analysis shows that the states do not intervene in the same way within their respective countries. However, other elements of Ecuadorian agricultural policy have several similarities with those of Peru. These analogies are contrary to the objectives of the Ecuadorian state. (JEL: Q18)

KEYWORDS: state, agriculture, planning project, neoliberalism, interventionism

« Une politique agricole... mais quelle politique agricole ? » Cette question rhétorique a été formulée par l'anthropologue péruvien E. Ballón, interviewé à Lima en 2015. Cette remarque signifie-t-elle que, dans ce pays, ce ne serait plus à l'État qu'incomberait la tâche d'organiser et de soutenir le secteur ? La question de l'existence d'une politique agricole est particulièrement pertinente pour un État qui s'inscrit actuellement dans le prolongement des plans d'ajustement structurel, guidé par les principes de dérégulation, de libéralisation et de privatisation (Gonzales de Olarte, 1998). Les fonctions de l'État dans le domaine de l'agriculture se

réduisent alors au maintien des équilibres économiques et conduisent à ce que sous-entendait E. Ballón : l'État péruvien ne serait plus, aujourd'hui, l'interlocuteur principal des agriculteurs et l'aménageur des espaces ruraux, rôles qu'il avait pourtant assumés jusqu'au début des années 1990 (Matos Mar et Mejía, 1980 ; Gonzales de Olarte, 1998 ; Eguren, 2004).

En Équateur, au contraire, l'élection de R. Correa en 2006 marque une rupture – dans les discours du moins – avec les politiques de dérégulation qui prévalaient depuis les années 1980. Sous l'impulsion de ce gouvernement, l'État planificateur semble bénéficier d'un second souffle,

Tableau 1. Récapitulatif du nombre d'entretiens réalisés par type d'acteurs

	Lima	Chiclayo	Olmos	Quito	Guayaquil	Santa Elena	Total
Agriculteurs, éleveurs, apiculteurs			7 + 135*			75	82
Entreprises agro-industrielles	1	2	4		1	3	11
Associations d'usagers et organisations paysannes		2	6		1	10	19
Institutions agraires locales			2			4	6
Acteurs publics tous échelons confondus (opérateurs et employés de bureau)	19	21	11	30	20	25	126
ONG et universitaires	4	1		10	3	5	23
Total							267

Note : * Ces 135 entretiens ont été réalisés dans le cadre de terrains précédant la thèse, en 2013 et en 2014.

Source : l'auteur.

inspiré par le *buen vivir*¹ (article 281 de la Constitution de 2008). Critique « de l'idéologie du progrès, de la rationalisation et de l'universalisme propres à la modernité européenne » (Vanhulst et Beling, 2013), ce discours s'oppose aux politiques néolibérales et propose de repenser le rôle de l'État et du marché en le soumettant à des réglementations compatibles avec les besoins sociaux et écologiques (Vanhulst et Beling, 2013). Dans le secteur agricole, le *buen vivir* défend la diversification, l'agroécologie et l'autonomisation des paysans en vue d'atteindre la souveraineté alimentaire (Meynard, 2014).

Dans ces deux pays, les trajectoires des politiques agricoles semblent donc se différencier, portées par des idéologies politico-économiques distinctes. Face à ces deux États à l'idéologie supposée contraire, l'un revendiquant son adhésion au néolibéralisme (Pérou), l'autre s'en écartant (Équateur), comment caractériser, depuis les territoires, les politiques agricoles ?

1. Le *buen vivir* est un discours né dans les années 1980-1990 à la suite de l'émancipation de groupes sociaux historiquement marginalisés (en particulier les peuples autochtones de Bolivie et d'Équateur) et du renforcement des mouvements sociaux ainsi que des organisations altermondialistes (Vanhulst et Beling, 2013).

L'enjeu de cette contribution est d'identifier, par la comparaison, les différences existant d'une part, entre les objectifs actuels des politiques agricoles et d'autre part, entre deux projets d'irrigation, un dans chaque pays d'étude.

Réalisé dans le cadre d'un doctorat de géographie, cet article s'appuie sur 267 entretiens semi-directifs réalisés entre 2014 et 2016 (période antérieure aux gouvernements actuels). Les enquêtes ont eu lieu dans différents lieux de l'action publique au Pérou (Lima, Chiclayo, Olmos) et en Équateur (Quito, Guayaquil et Santa Elena), à trois échelles différentes (nationale, régionale et locale) et auprès d'acteurs variés (agriculteurs, aménageurs, ministères, collectivités territoriales, etc.). La répartition des enquêtes est synthétisée dans le *tableau 1*.

Ces entretiens visaient à comprendre les logiques et les intérêts de chaque acteur ainsi que les rapports que ces derniers entretenaient avec le territoire et avec les dispositifs de soutien mis en œuvre par l'action publique (État et collectivité territoriale). Une attention particulière a été portée aux programmes d'aide se déployant dans les deux localités d'étude, Olmos (Pérou) et Santa Elena (Équateur).

Dans une première partie, nous revenons sur les politiques agricoles des deux pays qui après avoir suivi une évolution relativement semblable ne formulent plus les mêmes objectifs. Après avoir décrit les projets d'aménagement, la dernière partie en analyse les effets sur les territoires et apporte un éclairage sur le rôle, plus ou moins différent, des deux États en matière de développement agricole.

L'évolution différente de deux politiques agricoles aux trajectoires parallèles

Durant la seconde moitié du XX^e siècle, les politiques agricoles du Pérou et de l'Équateur ont globalement suivi une évolution similaire. Mais à partir de 2008, période charnière pour l'Équateur avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution, le paradigme qui fonde les politiques des deux pays change. Tandis qu'au Pérou, la politique agricole continue de suivre les préceptes de l'économie de marché, en Équateur, l'État réaffirme son rôle dans l'organisation du secteur agricole en poursuivant les objectifs du *buen vivir*.

1. Une évolution plutôt semblable des politiques agricoles jusqu'à la fin des années 2000

À partir des années 1950, les États péruvien et équatorien interviennent dans de nombreux domaines du secteur agricole. Au Pérou, la réforme agraire mise en œuvre par le gouvernement militaire de Velasco Alvarado procède à l'expropriation des grands propriétaires et à la formation de structures collectives de production (Matos Mar et Mejía, 1980 ; Auroi, 1982 ; Eguren, 1989). Il met également en place des mesures complémentaires de soutien à l'agriculture comme, par exemple, l'octroi de crédits par la banque publique *Banco Agrario*, la subvention d'intrants et une

assistance technique fournie par le ministère (Aldana *et al.*, 2006). L'État intervient aussi sur les marchés en régulant l'offre et la demande : deux entreprises nationales contrôlent le prix des produits agricoles au sein de certaines filières nationales telles que celles des céréales, des produits laitiers et des engrais (Zegarra et Espinoza, 2010). Au Pérou, l'État intervient donc directement sur la fixation des prix agricoles (Eguren, 2009).

De même en Équateur, l'État met en place des politiques de soutien des cultures du blé et du lait, ainsi que des mesures fiscales et monétaires incitatives, notamment par la facilitation des crédits de campagne (Cosse, 1984). L'Entreprise nationale de stockage et de commercialisation des produits agricoles et agro-industriels (ENAC) est créée en 1974 pour réguler les marchés du maïs, du soja et du riz. C'est également à cette période que l'État initie une réforme foncière à l'origine d'une redistribution, sur la base du volontariat, des propriétés de l'État et de l'Église.

Au cours des décennies 1960-1970, le modèle suivi par les deux pays correspond à celui d'une industrialisation par substitution aux importations : l'agriculture et l'industrie nationale doivent d'abord satisfaire la demande interne et se substituer aux importations avant d'engendrer des excédents d'exportation. Dans ce cadre, l'intervention de l'État est considérée comme indispensable afin de soutenir les filières.

Mais au cours des années 1980, les deux pays mettent fin à ces politiques de planification. Au Pérou, dès le second mandat de F. Belaúnde (1980-1985), le pays rompt avec les principes de la réforme agraire à travers l'application de politiques économiques libérales qui autorisent le démantèlement des structures collectives de production (Chaléard *et al.*, 2008), ainsi que des monopoles publics de commercialisation des aliments et des intrants agricoles

(Zegarra et Espinoza, 2010). La banque publique est également démantelée. Pour accéder aux prêts des institutions financières internationales, le gouvernement de Fujimori (1990-2000) applique un plan d'ajustement structurel qui a entre autres pour conséquence de libéraliser le marché de la terre et de l'eau. L'application du décret-loi 653 de « Promotion des investissements dans le secteur agraire » en 1991 et de la loi foncière de 1995 modifie les règles d'accès à la terre : les limites relatives à la taille des propriétés sont éliminées, la terre devenant un actif de garantie pour l'investissement (Gonzales de Olarte, 1998). Les propriétaires fonciers sont libres d'installer des forages et d'exploiter l'eau (Eguren, 2003).

L'État équatorien suit la même ligne directrice en appliquant des programmes de stabilisation pour réduire les dépenses publiques et libéraliser l'économie nationale (Carrasco Vintimilla *et al.*, 2011). Les protections douanières diminuent nettement pour ouvrir le pays à la concurrence internationale. Les restrictions et taxes aux exportations sont suspendues. La loi n° 54

de développement agraire de 1994 garantit l'importation libre d'impôts d'intrants agricoles (Whitaker *et al.*, 1990). La loi 50 dite de modernisation de l'État permet à ce dernier de déléguer « l'ensemble des services dont il a la responsabilité, aux entreprises mixtes ou privées, ainsi que l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles qui ne relèvent pas de sa propriété ». Dans le secteur agricole, les aides (location de matériel public à bas prix, dons de semences, prêts bonifiés, formations agricoles, subventions, etc.) ne sont pas reconduites (Gasselin, 2000) et les mécanismes de soutien des prix sont éliminés. L'ENAC est liquidée en 1998 et ses services de stockage et d'achat sont transférés au secteur privé (*ibid.*). Les programmes nationaux de production de cacao, de café, de coton et de riz sont clôturés.

Les figures 1 et 2 représentent l'évolution parallèle des politiques agricoles au Pérou et en Équateur. La qualification des régimes politiques provient de la typologie élaborée par Smith (2004) pour l'ensemble des pays d'Amérique Latine.

Figure 1. Évolution de la politique agricole du Pérou de 1969 à 2006

	1969	1975	1980	1985	1990*	2000	2006
Régime politique	Velasco		Morales	Belaúnde	García	Fujimori	Toledo
Type de politique	Dictature militaire		Démocratie		Démocratie	Semi-démocratie	Démocratie
Rôle de l'État	Planification		Libéralisme		Planification	Néolibéralisme	
	Expulsions et redistributions collectives		Démantèlement des structures collectives de production		Relance de l'économie	Plan d'ajustement structurel	
	Soutien du crédit et assistance technique		Ouverture progressive du marché foncier		Subventions aux importations	Fin de la régulation du commerce	
	Contrôle de l'offre		Mise en concession de terres arides au secteur privé agro-exportateur		Soutien du crédit et de la consommation	Élimination des subventions aux producteurs	
	Régulation du marché				Mesures de redistribution	Suppression du contrôle des prix	
	Aménagements hydriques sur la Côte				Forte émission monétaire	Privatisation des entreprises publiques de soutien à l'agriculture	
					Poursuite de l'ouverture du marché foncier	Ouverture des marchés foncier, hydrique, financier et du travail	
					Diminution du crédit public		

Note : * De 1991 à 1992, le régime n'est pas démocratique du fait du coup d'État réalisé par A. Fujimori. C'est en fait à partir de 1993 que le régime politique péruvien est considéré comme semi-démocratique par Smith (2004).

Source : l'auteur.

Figure 2. Évolution de la politique agricole de l'Équateur de 1964 à 2006

	1964	1967	1971	1981	1984	1988	1992	1998	2002	2006
Régime politique			Velasco Rodríguez	Hurtado	Febres-Cordero	Borja	Durán Ballén et Bucaram	Mahud et Noboa	Gutiérrez et Palacio	
Type de politique	Dictature	Semi-démocratie	Dictature	Démocratie						
Rôle de l'État	Planification			Néolibéralisme						
	Redistributions des terres de l'Église et de l'État Incitations à la colonisation agricole de nouveaux espaces Politiques de crédit Programmes publics d'assistance aux cultures traditionnelles d'exportation Soutien des prix Contrôle de l'offre Aménagements hydriques			Premiers programmes de stabilisation économique Dévaluation de la monnaie Suppression des subventions Lutte contre l'inflation		Plan d'urgence nationale Poursuite de la dévaluation de la monnaie et de la lutte contre l'inflation Libéralisation des facteurs de production Flexibilisation du marché de l'emploi		Dollari-sation du sucre		Maintien de la dollari-sation et de la politique néolibérale Fort contrôle de l'inflation

Les gouvernements ne sont pas tous mentionnés par souci de lisibilité.

Note : * En réalité, de 2000 à 2002, le pays vit un épisode non-démocratique (gouvernement provisoire puis désigné par le Congrès). En 2002, Gutiérrez est élu à 54,4 % des voix.

Source : l'auteure.

2. La formulation d'objectifs différents pour l'agriculture

L'élection de R. Correa à la tête de l'État équatorien modifie le modèle économique sur lequel se basait le pays depuis les années 1980 en opposant à la dérégulation, des politiques de planification telles que la « révolution agraire », un processus « qui, [selon le secrétariat national de planification, SENPLADES] repose sur la redistribution de la terre, le développement du crédit, de l'assistance technique, du commerce juste et de l'accès à l'irrigation » (SENPLADES, 2009). Les « politiques territoriales [doivent mener à] l'extension de l'accès à la terre et à l'irrigation pour les petits et moyens producteurs » (*ibid.*). Par ailleurs, l'agroécologie est placée au cœur des préoccupations gouvernementales. Figurant en premier objectif du ministère de l'Agriculture (MAGAP), l'État doit « promouvoir une agriculture durable, privilégiant les pratiques agroécologiques pour augmenter la productivité et les revenus » (MAGAP, 2015).

Cette rupture discursive marque-t-elle la fin de l'analogie entre l'évolution des

politiques agricoles ? Les objectifs formulés par les ministères du secteur (le MINAGRI au Pérou et le MAGAP en Équateur) vont effectivement dans le sens d'une différenciation des politiques agricoles, le premier visant la sécurité alimentaire, le second s'engageant pour en assurer la souveraineté.

En Équateur, le Plan national du *buen vivir* (PNBV) expose très clairement la nécessité d'une reprise en main de l'économie par l'État, d'un réinvestissement de l'État dans la planification et la gestion des politiques publiques (Lacuisse, 2012). La souveraineté – qu'elle soit alimentaire, énergétique ou industrielle – est le principal mot d'ordre de ce gouvernement qui entend réduire la dépendance du pays aux prêts internationaux et aux importations (Lacuisse, 2012). Il s'agit en outre de privilégier les besoins du consommateur local avant l'intérêt de l'exportateur. Dans un pays où l'agro-exportation de produits traditionnels (café, cacao, banane) est un pilier historique de l'économie depuis plus d'un siècle (Deler, 1981), ce changement est loin d'être anodin.

En revanche au Pérou, il n'est pas question de souveraineté. Le plan du ministère de l'Agriculture formule l'objectif d'atteindre la sécurité alimentaire grâce aux productions nationales et aux importations de denrées qui résultent des accords commerciaux passés entre pays (MINAGRI, 2015). La dépendance aux importations n'est pas considérée comme un problème pour le Pérou, tant que sa balance commerciale reste positive (Mesclier *et al.*, 2013), contrairement à l'Équateur qui, à en croire la documentation, semble mener une véritable croisade contre la dépendance aux marchés extérieurs et contre la vulnérabilité qu'elle génère (MAGAP, 2015).

Pour atteindre la souveraineté ou la sécurité alimentaire, les États identifient les mêmes obstacles à la constitution de filières organisées et efficaces : les filières intérieures ne sont pas assez compétitives par rapport aux produits importés. Cependant, ils ne partagent pas les mêmes modes d'action. En Équateur, le ministère de l'Agriculture défend la protection des filières intérieures par des mesures de régulation (soutien des prix, gestion des réserves, surveillance des monopoles, etc.). La stabilité des prix et des rémunérations aux producteurs est recherchée par un État qui n'hésite pas à intervenir, notamment par l'intermédiaire de l'Unité nationale de stockage (UNA) qui achète et vend des stocks céréaliers de manière à réguler les prix et à fournir un prix minimum garanti pour le riz et le maïs notamment (MAGAP, 2015). Le transport, la logistique et le stockage sont considérés comme des étapes clés pour l'amélioration de la situation des producteurs, notamment pour faire diminuer les coûts de transaction qui s'accumulent entre le lieu de production et le lieu de consommation (MAGAP, 2015).

L'État équatorien défend également la constitution de circuits commerciaux alternatifs (directs, courts) diminuant le nombre d'intermédiaires et renforçant

les relations de proximité ville-campagne (MAGAP, 2015). Ces objectifs entrent dans le cadre d'une réflexion sur le caractère inadapté des circuits traditionnels de commercialisation, réflexion inexistante des documents péruviens. Par ailleurs, le ministère de l'Agriculture met en œuvre plusieurs programmes d'assistance technique et de distribution d'intrants et de semences destinés aux petits et moyens producteurs à l'échelle nationale (Projet national de semences, Projet de réactivation du café et du cacao fin, Projet national d'élevage durable, Programme de subvention en sylviculture).

Au Pérou, le ministère de l'Agriculture (MINAGRI) ne prévoit pas de protéger les filières, ses outils consistant surtout à faire accroître la productivité des agriculteurs pour les rendre compétitifs face aux produits importés et mondiaux dans un contexte de marché ouvert. Le 7^e objectif du ministère est de « contribuer à atteindre la sécurité alimentaire nationale, basée sur une offre nationale compétitive sur les marchés internes et externes » (MINAGRI, 2012). Ainsi, compte tenu de la pression exercée par la volatilité des cours, les systèmes de production doivent, pour durer, être plus compétitifs, et ce sans protection des filières. Les programmes d'aide du ministère ne consistent pas à soutenir les prix, à gérer l'offre ou à améliorer la logistique et le transport. La stratégie de l'État péruvien est ailleurs dans les « ambitions stratégiques d'ici 2016 », l'objectif d'accroissement de 20 % par an des exportations agricoles figure en deuxième position (MINAGRI, 2012). Le discours présidentiel du 28 juillet 2015 de O. Humala fait écho à ces éléments : il mentionne en premier l'objectif de poursuivre la croissance des agro-exportations.

Dans les deux pays, l'objectif est d'augmenter la compétitivité des producteurs. En Équateur, c'est pour remplacer les produits importés alors qu'au Pérou, c'est

pour accéder aux marchés mondiaux, plus rentables et engendrant davantage de devises. Les moyens qu'ils prévoient d'utiliser sont également différents : dans le premier, l'État régule et organise les filières ; dans le second, l'État n'intervient pas sur le marché et peu sur les filières.

Ces différences dans les objectifs et dans les discours se vérifient-elles dans les interventions concrètes des États ? C'est par l'étude des deux projets d'aménagement que cette contribution propose de répondre à cette question.

Deux projets d'irrigation aux objectifs distincts

Pour étudier l'action de l'État sur les territoires, nous mobilisons deux projets : le projet Olmos dans la localité du même nom et le projet de développement « PIDAASSE »² à Santa Elena.

1. Des projets d'aménagement pour sécuriser l'accès à l'eau

Olmos et Santa Elena sont deux localités rurales situées respectivement sur la côte du Pérou et de l'Équateur (voir *carte 1*). Dotées toutes deux d'un climat semi-aride, ces zones souffrent d'un accès très irrégulier à l'eau contraignant l'activité des agriculteurs des vallées irriguées et plus encore celle des éleveurs situés sur les interfluvies arides³. Pour sécuriser l'accès à l'eau, les États prévoient, au début des années 2000, la réalisation d'ouvrages hydrauliques.

En 2004, l'État péruvien signe un contrat de concession pour la réalisation d'infrastructures permettant le transfert des eaux d'une rivière andine vers les

terres arides de la côte (*carte 2*). Ce projet est le résultat d'un partenariat public-privé entre l'entreprise brésilienne Odebrecht et l'État péruvien. L'entreprise est chargée de construire les ouvrages (barrage, tunnel, canaux, etc.) et de gérer les infrastructures d'irrigation pour une durée maximale de 60 ans.

L'objectif principal du projet est de créer un nouveau périmètre de 38 000 ha, situé à l'ouest de la ville d'Olmos, hors des vallées anciennement irriguées. Avant le projet, les terres de ce périmètre étaient recouvertes de forêt sèche et servaient de pâturages aux éleveurs de la localité. Elles appartenaient à la communauté paysanne Santo Domingo de Olmos⁴, qui fut expropriée sous le gouvernement de Fujimori en 1999. Elles furent ensuite vendues aux enchères en 2011, à une quinzaine d'entreprises agro-industrielles, par lots de 250, 500 ou 1000 ha. Elles y cultivent, depuis 2015, des produits d'exportation tels que le raisin, le piment, l'avocat, la myrtille ou encore la canne à sucre.

L'eau qui parvient au périmètre traverse également les anciennes vallées irriguées et rend permanent le cours d'eau autrefois asséché d'Olmos. Dans ces vallées, l'organisme régional chargé de la supervision du projet, le « Projet spécial Olmos-Tinajones » (PEOT), met en œuvre un projet de culture de la banane biologique d'exportation auprès des petits producteurs organisés en association. Le Programme sous-sectoriel d'irrigation (PSI) et Agroideas, deux programmes du ministère de l'Agriculture (MINAGRI), accompagnent également ce projet.

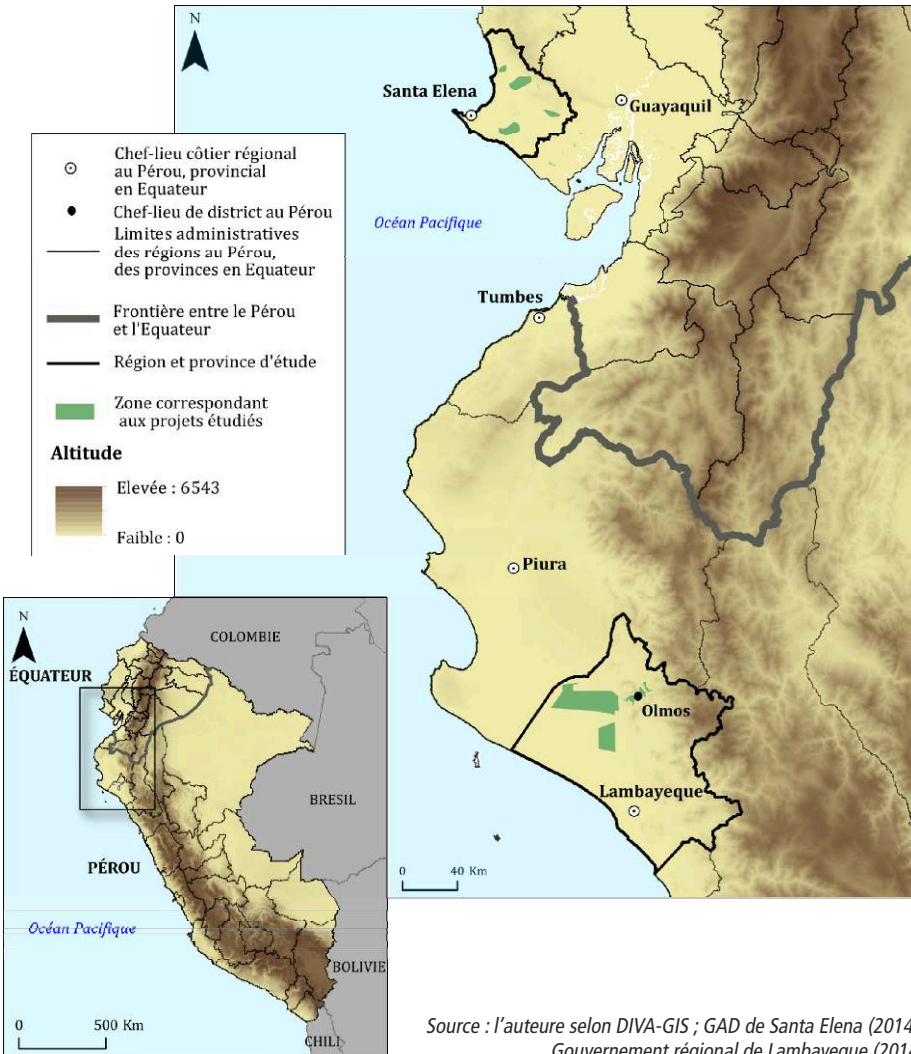
Concernant l'Équateur, l'État a inauguré, en 2014, le canal Chongón-San Vicente (visible sur la *carte 3*) permettant

2. L'intitulé du projet étant long et vague (projet intégral de développement agricole, environnemental et social durable d'Équateur), nous privilégions son acronyme PIDAASSE.

3. Vastes plateaux sableux séparant les vallées (Taltasse, 1963).

4. La communauté paysanne d'Olmos est une institution agraire d'origine coloniale qui possède des droits sur son finage, reconnus pour la première fois dans la Constitution de 1933.

Carte 1. Localisation des deux projets étudiés

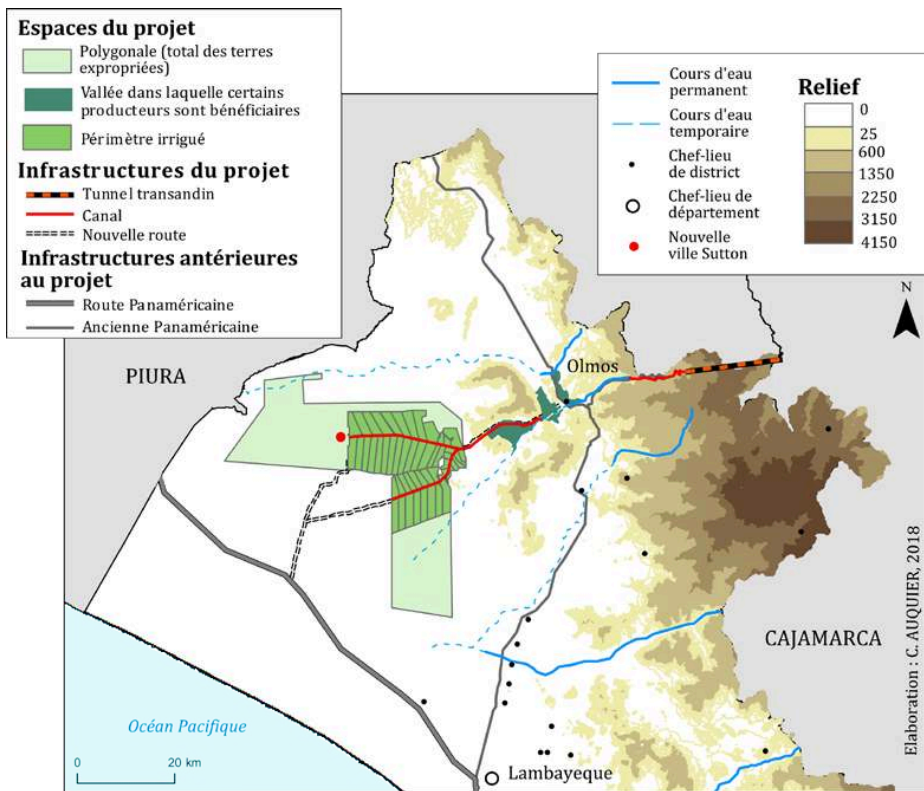


d'étendre les surfaces irriguées dans la partie nord de la province. En complément, le projet PIDAASSE finance, depuis 2012, de petites infrastructures hydrauliques (réservoir, pompe, système d'irrigation, petit canal), ainsi que la première campagne de maïs pour les producteurs organisés en association. Chaque famille bénéficie de 2 ha et le projet PIDAASSE doit habiliter un total de 10 630 ha.

2. Des projets qui ne s'adressent pas aux mêmes catégories de producteurs

Dans le cas d'Olmos (Pérou), le cœur du projet est la création du périmètre irrigué. Ce dernier, destiné dans sa totalité aux entreprises agro-industrielles, concentre la majorité des ressources par rapport aux vallées : sa dotation en eau y est supérieure (10 400 m³/ha/an contre 7 000 m³/ha/an selon le gouvernement régional

Carte 2. Projet d'Olmos (Pérou) : infrastructures et espaces agricoles



Source : Gouvernement régional de Lambayeque (2013), projet spécial Olmos-Tinajones (PEOT) (2014).

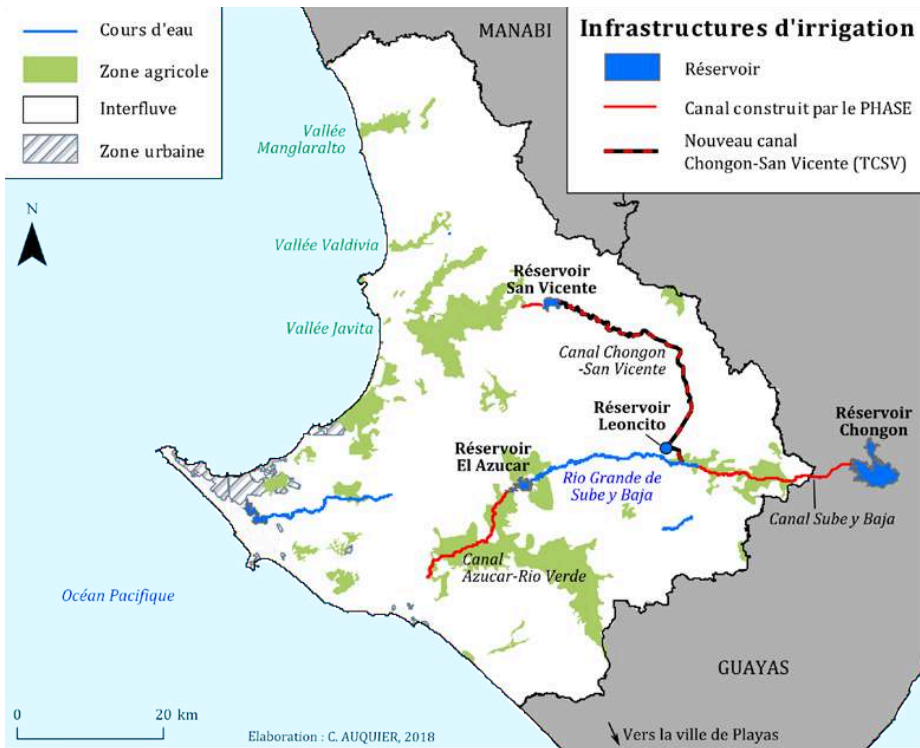
de Lambayeque et le PEOT (2016)). Il bénéficie d'une eau pressurisée facilitant la mise en place de systèmes d'irrigation de précision tandis que dans les vallées, l'eau n'est pas pressurisée et emprunte les anciens canaux datant des années 1950 (Zegarra *et al.*, 2006). Les ouvrages qui concernent le périmètre irrigué ont tous été terminés à la fin de l'année 2015 alors que les infrastructures secondaires des vallées n'ont pas encore été entamées. L'absence des ouvrages dans les vallées affecte certains bourgs de la localité, qui demeurent dénués d'accès à l'eau.

Face à cette disproportion dans les infrastructures hydriques consenties, le projet de culture de banane est une

compensation octroyée aux agriculteurs des vallées. Pourtant, même là, les conditions d'accès aux financements ne sont pas simples. Les coûts d'installation et de production de la banane sont plus élevés que les campagnes de maïs, de haricot ou de fruit de la passion réalisées habituellement par les producteurs. Face à l'importance de ces coûts, chaque producteur doit prendre un crédit auprès d'Agrobanco, l'ancienne banque de développement rural, dépendante du ministère de l'Agriculture (Minagri)⁵. Et pour y accéder, il est

5. Cette banque de droit privé, possédée à 100 % par l'État, a été remplacée par l'entreprise étatique Mi Agro S.A., en 2018. À l'époque des enquêtes de terrain, Agrobanco existait toujours.

Carte 3. Projet PIDAASSE (Équateur) : infrastructures et espaces agricoles



Source : gouvernement autonome décentralisé de Santa Elena (2015) ; SENPLADES (2015) MAGAP (2017).

nécessaire d'être solvables et de détenir un titre de propriété privé. Ces deux critères sont donc des conditions obligatoires pour intégrer le projet. Dans les vallées, certaines parcelles, notamment celles qui n'avaient pas accès à l'eau avant le projet, demeurent sous le régime de la possession communale, un statut foncier qui ne permet pas d'avoir accès au crédit. Les contraintes financières, d'accès à l'eau, au crédit et à la propriété limitent donc beaucoup les possibilités d'intégrer le projet pour les producteurs, comme en témoigne une agricultrice d'Olmos, interrogée en 2016 : « Mon mari a beaucoup investi dans la plantation. Rembourser la mensualité à la banque, c'est ce qui nous préoccupe le plus. On aurait préféré réinvestir l'argent gagné dans les fertilisants, mais comme on

doit rembourser la banque, on ne pourra pas et nos rendements seront bas. »

Les coûts, mal évalués par les opérateurs du PEOT, font prendre des risques aux agriculteurs. Mais ces derniers n'ont que de faibles marges de manœuvre au sein du projet. En effet, ils n'ont le choix ni du produit cultivé, ni du marché visé et doivent se conformer aux choix et aux objectifs de l'entreprise chargée de commercialiser leur produit, cet « associé stratégique » selon les termes utilisés par les employés du PEOT. La place que joue cette entreprise est indéniable. Choisie par le PEOT, elle contrôle l'ensemble de la filière : elle conditionne l'octroi de crédit, forme les agriculteurs, fait le choix des semences, des intrants et de l'itinéraire technique, trouve le marché d'exportation. Les

contrats qu'elle passe avec les exportateurs imposent aux associations de producteurs des volumes à fournir qui peuvent être, dans certains cas, difficiles à satisfaire. Toutes ces contraintes ont été exprimées à plusieurs reprises par les producteurs de banane, interrogés en 2015 et 2016.

Dans le cas de Santa Elena (Équateur), quel type d'agriculture est privilégié ? Les ouvrages hydrauliques inaugurés en 2014 n'ont pas mené à la formation d'un nouveau périmètre irrigué. L'eau est accessible aux agriculteurs ayant les capacités de se brancher au réservoir ou aux canaux et le projet PIDAASSE n'impose pas de condition pour recevoir la subvention pour le premier cycle de production du maïs. Pour les cycles suivants, le projet PIDAASSE n'octroyant plus de subvention, les producteurs peuvent diversifier leur assolement, généralement avec des cultures maraîchères.

Dans ce projet, il n'y a pas d'associé stratégique, comme c'est le cas à Olmos : les aménageurs cherchent effectivement des acheteurs, mais ces derniers sont multiples et diversifiés. Plusieurs entreprises privées achètent les productions, ainsi que la caisse nationale de stockage (UNA) qui garantit des prix minimums d'achat aux producteurs en cas de baisse des cours, mécanisme par ailleurs absent du paysage politique péruvien. En tant que possible débouché commercial, les entreprises agro-exportatrices participent à l'organisation des filières agricoles, mais elles ne jouent pas un rôle d'intermédiaire indispensable, comme c'est le cas à Olmos. Un agriculteur membre d'une des associations du projet, interrogé en 2015, en témoigne : *« Dans l'association, on est libre de vendre à qui l'on veut. Si le prix de la UNA est intéressant, on peut décider de lui vendre notre production. Mais si le prix du marché est plus élevé, on vend aux intermédiaires qui viennent nous trouver au champ ou bien sur les marchés. »*

Par ailleurs, le premier centre de stockage de maïs a été inauguré en 2015 dans la province. Ce centre est destiné au séchage et au stockage du maïs. La vente d'un maïs de meilleure qualité (car mieux séché) permet d'accéder à un prix de vente plus élevé et les plus gros volumes gérés octroient une capacité de négociation supérieure aux producteurs.

Une divergence des politiques agricoles à relativiser

Les projets ne diffèrent pas uniquement dans le mode de sélection des bénéficiaires. Leurs effets territoriaux se distinguent également. Toutefois, si les projets étudiés sont très différents, certains instruments de la politique agricole équatorienne ressemblent aussi à ceux de son voisin péruvien.

1. Entre les deux projets, des effets territoriaux distincts

Les projets d'Olmos et de Santa Elena partagent l'objectif de mettre en valeur des terres considérées comme insuffisamment productives par l'État. Toutefois, dans les deux cas, le nombre d'hectares effectivement mis en culture apparaît bien en deçà des objectifs. À Olmos (Pérou), sur 38 000 ha, 15 763 ha étaient cultivés en 2017, soit 41 % du périmètre. Dans les vallées, sur les 5 500 ha prévus, 935 ha avaient reçu une assistance de la part du PEOT, soit 17 % (PEOT, 2017). À Santa Elena (Équateur), sur les 10 630 ha, 6 250 ha (soit 58 %) le sont réellement à la fin de l'année 2016, d'après un document publié par le ministère de l'Agriculture en 2017.

Si dans les deux projets, les réalisations sont inférieures aux prévisions, en termes d'effets sur les territoires, d'importantes différences ont été observées. Dans le cas d'Olmos (Pérou), les interventions des acteurs publics ont des effets d'articulation territoriale, néanmoins toujours

contrebalancés par d'autres effets déstructurants : l'organisation de la filière de la banane crée des revenus et des perspectives d'exportation pour qui investit mais les contraintes d'accès à l'aide entraînent une sélection des bénéficiaires basée sur des critères économiques stricts. En outre, le périmètre crée très peu de liens avec les autres acteurs du territoire et bouleverse même les pratiques de certains. En effet, l'implantation du périmètre ne s'est pas faite sans violence : en témoignent l'expropriation de la communauté paysanne et le déplacement d'une quinzaine de familles d'éleveurs qui s'y trouvaient. Ces familles furent relogées par l'organisme régional PEOT, mais durent abandonner l'activité d'élevage et se conformer aux directives de ce dernier en s'orientant vers la culture du maïs. En outre, face à l'attrait de postes plus stables et mieux rémunérés dans les entreprises du périmètre, les vallées se vident peu à peu de leurs travailleurs. Les agriculteurs des vallées ont donc de plus en plus de mal à trouver des ouvriers disponibles et à les rémunérer au même salaire que les entreprises. Enfin, ces dernières n'ont pas généré de nouvelles perspectives de production pour les agriculteurs des vallées.

Le projet d'Olmos est également à l'origine d'une dégradation importante des ressources : l'eau dérivée issue du projet étant insuffisante pour les entreprises, ces dernières prélèvent de l'eau des nappes phréatiques à l'aide de forages profonds, sans limitation de volume et sans qu'aucune institution publique ne connaisse la durabilité de cette ressource. Le déboisement de la forêt sèche, les techniques de production conventionnelle et la monoculture sur des sols arides fragiles engendrent des risques accrus de salinisation⁶, d'érosion, d'épuisement et de pollution des sols.

6. Ce phénomène a déjà été observé dans d'autres périmètres irrigués de la côte péruvienne, voir Marshall (2009).

À Santa Elena (Équateur), les effets d'articulation sont plus nombreux et ne s'accompagnent pas de ces mêmes processus déstructurants. Les conditions d'octroi des aides sont plus souples et limitent moins l'entrée des bénéficiaires dans le projet. Cette plus faible sélection est bien moins excluante qu'à Olmos et n'implique pas la même prise de risque pour les agriculteurs. En outre, le projet PIDAASSE a favorisé l'émergence de deux niveaux d'organisation : les associations, qui regroupent plusieurs producteurs, ainsi qu'une fédération, composée de la majorité de ces associations. Cette fédération est chargée d'établir un lien entre les producteurs et les services du ministère de l'Agriculture (MAGAP) afin de faire davantage profiter les agriculteurs des dispositifs de subvention aux intrants. La fédération a également pour objectif de faciliter le transport pour les associations dont les parcelles sont éloignées des axes de communication et de regrouper les récoltes afin de vendre le maïs à un meilleur prix. La construction d'un centre de séchage dans la province est également le signe d'une volonté de structurer la filière.

Enfin, le projet PIDAASSE n'est pas responsable d'une dégradation environnementale aussi importante qu'à Olmos. D'abord, parce que la taille des superficies cultivées et les prélèvements en eau engendrés sont bien inférieurs à ceux du périmètre. Ensuite, parce que les systèmes d'irrigation fournis par le projet PIDAASSE sont des systèmes de précision (goutte à goutte, micro-asperion) alors que dans les vallées d'Olmos, en l'absence des infrastructures prévues, l'irrigation est restée gravitaire, ce qui n'enraye pas le processus de salinisation, déjà observé en 2014 dans les vallées, par le PEOT. En revanche, si le projet PIDAASSE privilégie des pratiques d'irrigation économes en eau, il encourage aussi l'expansion de la monoculture et l'usage d'intrants chimiques. C'est également le cas des autres programmes

du ministère de l'Agriculture (MAGAP) qui interviennent à Santa Elena (Plan Semence, Café et Cacao).

2. Des instruments différents mais des effets sur le secteur agricole parfois analogues

Que révèle l'étude des projets et des autres interventions des ministères sur le rôle de l'État dans le développement agricole ? Le changement de paradigme, perceptible dans les discours du gouvernement de Correa, est-il aussi visible dans les territoires ?

Les deux États sont particulièrement actifs dans les territoires. La plupart des services déconcentrés des ministères en charge de l'Agriculture au Pérou (MINAGRI) et en Équateur (MAGAP) disposent de locaux dans la ville d'Olmos et de Santa Elena. Par leurs activités, l'ensemble de ces services diffusent les normes formulées par l'État central. Les États déterminent les usages de l'eau et les pratiques d'irrigation ; ils décident de l'organisation des producteurs et des pratiques agricoles ; ils contrôlent également la sécurité sanitaire des parcelles. L'État péruvien est donc loin d'être en retrait, comme les principes de dérégulation le laissaient entendre, et reste un des interlocuteurs principaux des agriculteurs.

Toutefois, dans les localités d'étude, les États mobilisent des instruments qui ne sont pas tout à fait identiques. Au travers du projet Olmos et des autres programmes du ministère qui s'y sont greffés (Agroideas, PSI), nous constatons que le développement agricole dépend d'un secteur privé de grande envergure (en termes de capacité d'investissement et d'accès aux marchés lointains). Ce dernier est prédominant pour l'aménagement (construction et entretien d'infrastructures) et pour la distribution de l'eau dans le périmètre et les vallées. Si l'État formule les normes d'irrigation pour les usagers, ces derniers doivent néanmoins respecter les conditions de vente et

de distribution de l'entreprise concessionnaire. De plus, ce sont les entreprises de l'agro-industrie qui exploitent les terres du périmètre, seuls acteurs capables d'investir dans d'aussi grandes parcelles cultivées par des produits d'exportation coûteux. L'entreprise est enfin indispensable pour organiser la filière de banane dans les vallées. À chaque étape du projet, le secteur privé de grande taille est l'allié de l'État.

À Santa Elena (Équateur), ce secteur privé n'est pas aussi visible. Pour la construction du canal Chongón-San Vicente, l'État a passé un contrat de construction avec une entreprise privée, sans recourir au partenariat public-privé comme à Olmos (Pérou). Les aspects liés à la production, à l'assistance technique et à l'irrigation sont gérés par le ministère ; la distribution de l'eau est entièrement gérée par le secrétariat national de l'eau (Senagua). Le projet n'est pas non plus destiné aux entreprises de l'agro-industrie. Par ailleurs, les interventions du ministère équatorien sont plus nombreuses, tant par le nombre d'étapes au cours desquelles il agit (assistance, financement, commercialisation, stockage, infrastructures) que sur le nombre de filières qu'il encadre (maïs, café et cacao). Par rapport à Olmos, l'action publique à Santa Elena ne s'est pas alliée avec celle du secteur privé et constitue un soutien indispensable pour certains producteurs.

Le projet d'Olmos est caractéristique du modèle agricole que l'État soutient sur la côte péruvienne depuis les années 1990. La formalisation du foncier, les modes de gestion de l'eau, le choix des cultures et la taille des exploitations privilégiées par le projet sont autant de spécificités qui témoignent de l'adoption par l'État du modèle de « l'agrobusiness mondialisé » (Dubos-Raoul et Bühler, 2015). Loin d'être absent, l'État péruvien intervient dans les territoires agricoles de plusieurs manières : par la réalisation d'aménagements qui convertissent des terres arides

en nouvelles terres arables ; par la valorisation de l'investissement privé sur de grandes superficies d'un seul tenant ; par la capitalisation des petits et moyens producteurs déjà intégrés au marché ; et enfin, par l'exclusion du processus de production des catégories les plus vulnérables et leur transformation en masse salariale.

À travers son action à Santa Elena, l'État applique des mesures moins sélectives et plus diversifiées, héritées de l'État régulateur et orientées vers les petits et moyens producteurs, telles que la distribution de paquets techniques, d'équipements d'irrigation, d'assistance technique et la régulation des marchés par des prix minimums d'achat garantis. Les aides s'appliquent, non pas par le biais de projets délimités dans le temps et dans l'espace, mais à travers des dispositifs massifs de subvention qui se répartissent de manière plus homogène dans les provinces côtières. Par ailleurs, les aménagements sont moins basés sur la rentabilité financière que sur la satisfaction des besoins en irrigation des ménages ruraux et n'ont pas les mêmes effets territoriaux qu'à Olmos.

Néanmoins, d'autres éléments ressemblent à certains instruments employés par l'État péruvien. Ces derniers sont moins visibles à Santa Elena que dans d'autres provinces côtières du pays, plus productives telles que Guayas, Manabí ou Los Ríos. Par exemple, le programme Plan Semence est révélateur du caractère hybride de la politique agricole équatorienne. Ce programme travaille avec les plus grandes entreprises équatoriennes de l'agrochimie, considérées comme des *empresas anclas* (entreprises piliers) par le ministère de l'Agriculture (MAGAP). À travers l'achat anticipé, l'entreprise fournit à crédit les intrants et achète la récolte à un prix fixé lors de la signature du contrat. Dans ce cadre, elle vend directement son paquet technique à prix subventionnés et c'est le ministère de l'Agriculture qui, à

travers le Plan Semence, lui rembourse la différence. Ce mécanisme s'accompagne de l'octroi de crédit, également financé par le secteur public, mais distribué et géré par ces entreprises. À l'instar de son voisin péruvien, l'État équatorien entretient donc aussi des liens étroits avec le secteur privé de grande envergure, qu'il intègre directement dans l'un de ses plus grands dispositifs d'appui agricole⁷.

Par ailleurs, si le projet PIDAASSE témoigne de l'intérêt du ministère de l'Agriculture pour la petite agriculture, ce dernier n'a pas abandonné l'agriculture de grande envergure majoritairement orientée vers les marchés d'exportation, qu'il continue à valoriser par des mesures fiscales incitatives et des alliances internationales. Un conseiller du ministère de l'Agriculture témoigne, en 2016, de l'importance de l'agro-exportation pour l'économie nationale : « *On décide d'émettre des barrières à l'exportation pour protéger nos filières. Mais ces mesures ne peuvent pas être infinies car ça ne stimule pas l'investissement et l'innovation. Protéger le marché intérieur est trop coûteux, il faut le faire de manière mesurée en l'accompagnant par d'autres mesures. S'empêcher de signer des accords commerciaux internationaux, c'est se tirer une balle dans le pied sans aucun doute.* »

Ainsi, hormis le maïs et le riz, les aides du ministère de l'Agriculture (MAGAP) sont orientées vers les produits traditionnellement exportés par le pays (café, cacao, banane). Les autres cultures (fruitières et maraîchères, notamment), qui nécessiteraient le renforcement des filières intérieures et des circuits courts et qui pourraient répondre à l'objectif de souveraineté alimentaire, restent très peu soutenues par le ministère de l'Agriculture. Quant aux programmes destinés à l'agriculture

7. Le Plan Semence représente en moyenne 55 % du budget du MAGAP sur la période 2014-2017 et atteint 72 % en 2017 (rapports annuels du MAGAP 2014, 2015, 2016, 2017).

familiale et à l'agroécologie (*Hombro a hombro*, *Redes comerciales*, *Programa del Buen Vivir*), ils représentent, en moyenne, moins de 5 % du budget du ministère selon ses rapports annuels.

La dualité de la politique agricole équatorienne s'incarne d'ailleurs dans l'organisation du ministère. Comme le soulignent plusieurs de ses fonctionnaires, interrogés en 2015 et 2016, ce dernier se divise en deux parties aux pouvoirs inégaux : le vice-ministère du Développement rural destiné à la petite agriculture pèse bien moins lourd dans les négociations que le vice-ministère de l'Agriculture et de l'élevage qui, se consacrant « aux plus gros agriculteurs », dispose d'un pouvoir bien supérieur de réglementation. Dans un entretien réalisé à Quito en 2016, le responsable du programme *Hombro a Hombro* met en évidence l'asymétrie entre les mesures destinées aux producteurs de céréales de la côte et celles orientées vers l'agriculture familiale dans les Andes : « *Les programmes d'aide à l'agriculture familiale dans les Andes reçoivent des budgets bien trop faibles. Pour faire des actions isolées, oui, mais ce n'est jamais durable et les impacts positifs sont très limités. Le MAGAP préfère investir dans le maïs et le riz sur la Côte.* »

Si au Pérou, la politique agricole est clairement peu redistributive, en Équateur, la situation est plus nuancée. Certes, à travers certains de ses instruments, l'État équatorien soutient une filière nationale destinée à remplacer les importations de maïs et fournit une aide directe aux petits et moyens producteurs. Toutefois, malgré un discours favorable à la souveraineté alimentaire et à la redistribution des ressources pour l'agriculture familiale, l'étude de la politique agricole montre que l'État continue de soutenir un modèle basé sur l'externalisation de son économie, sans soutenir une réforme agraire qui modifierait véritablement les conditions d'accès de la paysannerie aux facteurs de production.

*
* *

La comparaison de deux projets d'aménagement montre que les États ont des objectifs de développement agricole bien différents, surtout visibles dans les effets qu'ils engendrent sur le territoire. Le projet d'Olmos (Pérou) est à l'origine d'importantes dynamiques productives d'exportation, mais il ne crée pas de filières locales ou régionales et ne favorise pas l'émergence de structures locales pour organiser les filières comme c'est le cas à Santa Elena (Équateur). Le projet PIDAASSE sert par ailleurs davantage les besoins des ménages ruraux et leurs effets ne sont pas aussi déstructurants que le sont ceux du projet d'Olmos. Dans les deux cas en revanche, la préservation des ressources et de la nature est loin d'être une priorité.

À l'échelle des politiques agricoles, les deux États s'inscrivent bien dans deux modèles différents, comme l'expriment les objectifs décrits en première partie. Moins sélectifs et plus diversifiés, les dispositifs de soutien de l'État équatorien appartiennent au registre de la planification. Toutefois, nous ne pouvons ignorer les points communs perçus entre les deux modèles : l'alliance entre les États et les grandes entreprises de l'agrobusiness et de l'agrochimie, la poursuite d'un objectif d'externalisation du secteur agricole et le refus d'envisager des alternatives plus respectueuses des ressources et de l'environnement. La politique agricole de l'Équateur présente donc des analogies avec celle du Pérou, qui n'étaient pourtant pas visibles dans les objectifs formulés par l'État. À cet égard, des auteurs tels que Carrión (2012) et Hidalgo (2018) estiment que le gouvernement de Correa soutient bien davantage la « modernisation capitaliste » qu'un modèle alternatif inspiré du *buen vivir*. La comparaison proposée ici illustre effectivement que la politique agricole équatorienne est bien loin de la réforme agraire promise par la Constitution de 2008. ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aldana S., Chaléard J.-L., Mesclier É., Salazar-Soler C., Taylor G. (2006). Le bouleversement des hiérarchies territoriales au Pérou. In *La Mondialisation Côté Sud : acteurs et territoires*, Paris, Ird, Institut de recherche pour le développement, pp. 249-272.
- Auroi C. (1982). Les frustrations de la participation agraire au Pérou. In *De l'emprise à l'emprise : identités andines et logiques paysannes*, Genève, Graduate Institute Publications, coll. Cahiers de l'IUED, pp. 91-134.
- Carrasco Vintimilla A., Beltrán Romero P., Palacio J.-L. (2011). La economía ecuatoriana: 1950-2008. In *Estado del país informe cero: Ecuador 1950-2010*, Quito (Ecuador), Flacso, pp. 119-152.
- Carrión D. (2012). *La palabra en nuestra orilla: estructura agraria y modelo de acumulación rural en Ecuador*. Quito, Fundación Rosa Luxemburgo ; Centro de Derechos Económicos y Sociales, CDES ; Instituto de Estudios Ecuatorianos, 25 p.
- Chaléard J.-L., Huamantínco A., Mesclier E. (2008). Les dernières grandes coopératives péruviennes à l'épreuve de la privatisation. *Autrepart*, n° 46, pp. 13-29.
- Cosse G. (1984). *Estado y agro en el Ecuador 1960-1980*. Corporación editora nacional., Quito, vol. 1, 112 p.
- Deler J.-P. (1981). *Genèse de l'espace équatorien : essai sur le territoire et la formation de l'État national*. Paris, Lima, éditions A.D.P.F., Institut français d'études andines, coll. Recherche sur les grandes civilisations, 279 p.
- Dubos-Raoul M., Bühler E.-A. (2015). Expansion de l'agribusiness sucro-énergétique au Brésil et modèles de développement : le cas de la région de Dourados (état du Mato Grosso do Sul). *Géographie, économie, société*, 30 décembre, vol. 17, n° 4, pp. 459-483.
- Eguren F. (1989). Los nuevos grupos dominantes en la agricultura peruana. *Debate agrario*, CEPES, n° 7, pp. 11-32.
- Eguren F. (2003). La agricultura de la costa peruana. *Debate agrario*, CEPES, n° 35, pp. 1-37.
- Eguren F. (2004). Las políticas agrarias en la última década. In *SEPIA*, Lima, Fernando Eguren, Maria Isabel Remy y Patricia Oliart (eds.), vol. X, pp. 17-78.
- Eguren F. (2009). La reforma agraria en el Perú. *Debate agrario*, CEPES, n° 44, pp. 63-100.
- Gasselin P. (2000). *Le temps des roses. La floriculture et les dynamiques agraires de la région agropolitaine de Quito (Équateur)*. Paris, Institut national agronomique Paris-Grignon, 592 p.
- Gonzales De Olarte E. (1998). *El neoliberalismo a la peruana: economía política del ajuste estructural, 1990-1997*. Éd. Lima, n° 1, IEP (u.a.), coll. série análisis económico, 146 p.
- Grl et Peot (2016). *Irrigación Olmos. Avances, Setiembre 2016*. Chiclayo, Pérou, 6 p.
- Hidalgo F. (2018). Persistencia de modelo primario exportador: evolución del índice de producción agrícola por habitante en Ecuador. Coll. La agricultura en los países andinos, n° 186, pp. 24-25.
- Lacuisse M. (2012). Chapitre 4 / Équateur : la révolution citoyenne des institutions pour le peuple à la personification du pouvoir. In Dabène O., *La Gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Paris, Presses de Sciences Po., pp. 145-173.
- Magap (2017). *Revolucion del agro : proyecto agrícola pidaasse*. Quito, Ecuador.
- Magap (2015). *La política agropecuaria ecuatoriana: hacia el desarrollo territorial rural sostenible: 2015-2025*. Parte I, Quito, Ecuador, 482 p.
- Magap (2014, 2015, 2016, 2017). Rapports annuels du ministère. <https://www.agricultura.gob.ec/rendicion-de-cuentas-2015-viceministerio-de-agricultura-y-ganaderia/>
- Marshall A. (2009). *S'approprier le désert. Agriculture mondialisée et dynamiques socio-environnementales sur le piémont côtier du Pérou. Le cas des oasis de Viru et d'Ica-Villacuri*. Thèse de doctorat, Université Panthéon-Sorbonne, Paris I, 496 p.

- Matos Mar J., Mejía J.-M. (1980). *La reforma agraria en el Peru*. 1ra ed., Perú poblema, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 379 p.
- Mesclier É., Marshall A., Chaléard J.-L., Auquier C. (2013). L'agriculture entrepreneuriale d'exportation : un choix politique aux enjeux complexes. *Problèmes d'Amérique latine*, n° 88, pp. 55-76.
- Meynard F. (2014). Ecuador: ¿qué políticas para la agricultura campesina y familiar? » dans *Políticas públicas y agriculturas familiares en América Latina y el Caribe: balance, desafíos y perspectivas*. Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), pp. 191-208.
- Peot (2017). Nota de prensa. *Récord Nacional: irrigación olmos alcanzó 20 mil hectáreas sembradas*, 30 nov., 2 p.
- Senplades (2009). *Plan nacional para el buen vivir, 2009-2013 : construyendo un estado plurinacional e intercultural*. Quito, Équateur, 517 p.
- Smith Peter H. (2004). Los ciclos de democracia electoral en América Latina, 1900-2000. *Política y Gobierno*, vol. XI, n° 2, pp. 189-228.
- Taltasse P. (1963). Les eaux souterraines de la zone aride côtière du Pérou. *La technique de l'eau*. IFEA, n° 20.
- Vanhulst J. et Beling A. E. (2013). *Buen vivir et développement durable : rupture ou continuité ? Écologie & politique*, vol. 46, n° 1, p. 41.
- Whitaker M., Colyer D. et Alzamora J. (1990). *El rol de la agricultura en el desarrollo económico del Ecuador*. IDEA., Quito, 566 p.
- Zegarra E., Espinoza (2010). La libéralisation commerciale agricole au Pérou : marchés, comportements et institutions entre ruptures et continuités. In Regnault H. (dir.), *La reconnexion agricole Nord-Sud. Quels enjeux pour les pays en développement ?* Montpellier, CIHEAM, Options méditerranéennes, Série A, Séminaires méditerranéens, pp. 93-114.
- Zegarra E., Oré M.-T., Glave M. (2006). *Recursos, gobernanza e impactos del Proyecto Olmos en un territorio árido de la costa norte peruana*. Lima, Perú, GRADE (Grupo de Análisis para el desarrollo), coll. Programa Colaborativo de Investigación Movimientos Sociales, Gobernanza Ambiental y Desarrollo Territorial Rural, 48 p.